

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

18<sup>ème</sup> année - N° 3108 - Vendredi 02 Mars 2018 - Prix : 200 Fc

COOPÉRATION NATIONS-UNIES / COMORES

## Une mini-retraite pour valider l'UNDAF 2017 et les perspectives en 2018



Participants à l'atelier validation UNDAF Comores NU

**Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Mars 2018**

Lever du soleil:

06h 09mn

Coucher du soleil:

18h 30mn

Fadjr : 04h 57mn

Dhouhr : 12h 23mn

Ansr : 15h 45mn

Maghrib: 18h 33mn

Incha: 19h 47mn



**PROJET RCIP4**

**Les Comores éligible  
à un financement additionnel**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

## ASSISES NATIONALES

## Le Cpan a dépensé 680 millions pour l'ensemble des activités

Le comité de pilotage des assises vient de dresser son bilan qui, selon lui, est positif et satisfaisant. Au cours d'une conférence de presse tenue hier jeudi au siège de cet organe chargé de la tenue des assises, son président Saïd Mohamed Sagaf, parle d'un « travail historique » mais surtout « scientifique qui servira de référence pour l'avenir des Comores ».

Le chef de l'Etat a signé le 17 février dernier, un décret mettant fin aux travaux du comité de pilotage des assises nationales. Dès lors, une commission chargée d'assurer les affaires courantes a pris le relais. En attendant la fermeture définitive du chantier, un bilan d'activités vient d'être rendu public. Devant la presse Saïd Mohamed Sagaf insiste sur la participation des mahorais. D'après lui, plus de 300 personnes sont venues de l'île comorienne de Mayotte. « C'est un pas positif », clame-t-il.

Dans un sentiment de satisfaction, le



Le Cpan fait son bilan devant la presse

président du Cpan a communiqué le bilan des actions réalisées depuis le 13 novembre 2017, date du décret de mise en place le Cpan. « J'ai la joie de vous annoncer que le bateau est arrivé à bon port. Maintenant que les travaux sont achevés, il ne nous reste qu'à nous en réjouir », déclare M. Sagaf qui reste convaincu que les comoriens ont ré-

pondu massivement aux différents ateliers et à l'assemblée plénière où y a eu des réflexions sur l'avenir de notre pays.

Alors que le Cpan avait prévu 700 personnes dans les ateliers, ils étaient plus de 1500 participants. « C'est un chiffre énorme », explique le président devant la presse avant d'ajouter que lors des assemblées générales, le chiffre a ex-

ponentiellement augmenté.

Le président rejette en bloc les spéculations selon lesquelles le document final remis au chef de l'Etat, lors de la cérémonie de fermeture n'est pas en réalité celui produit par les experts. « Ce sont des rumeurs, et la presse ne peut pas se focaliser sur les remueurs. Elle doit aller directement à la source. Vous pouvez vérifier vous-mêmes, puisque ce document est d'ailleurs mis en ligne sur le site du Cpan », explique Sagaf.

Et de lui de reconnaître que « malgré quelques divergences », la presse a fait un travail très remarquable. Concernant le bilan financier, le président avance le chiffre de 680 millions de nos francs, la somme totale des dépenses engagées par le Cpan. Un montant reparti en plusieurs catégories, dont 22% de per-diems, 13% pour les frais de transport, 17% de salaires, 10% de restauration, 7% pour la communication, 5,7% alloué aux équipements, 4,5% pour le village des assises et autres.

Ibnou M. Abdou

## SANTÉ

## La ministre de la santé visite le centre hospitalier de Mohéli

Les membres du Gouvernement, avec à leur tête le Chef de l'Etat Azali Assoumani, se sont trouvés à Mwali depuis mercredi, où ils ont tenu le Conseil des ministres. La Ministre de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre effectue par la même occasion une visite sur le terrain pour s'entretenir avec les responsables régionaux sur les activités liées à ses divers départements.

Elle s'est ensuite entretenue avec les responsables insulaires de la Santé notamment le Commissaire à la santé et le Directeur régional de la santé. Plusieurs points ont été abordés notamment le cas de la lutte contre le paludisme. La population de l'île a montré l'exemple dès la première campagne du traitement de masse contre la maladie. Ce qui a valu la décoration du Chef de l'Etat lors du dernier sommet de l'Union africaine.

Dr. RASHID Fatma a eu l'occa-

sion de visiter les structures de santé de l'île. Elle s'est réjouie du bon entretien de l'hôpital de Fomboni. L'opportunité a été de lui permettre également de s'entretenir avec les médecins chinois nouvellement arrivés et apprécier leur bonne intégration et cohérence d'activités avec leurs collègues de l'île.

Médecin de formation, la Ministre Fatma RASHID a retrouvé au cours de sa visite au Centre hospitalier régional de Mohéli, ses anciens collègues. Emotion partagée lorsque la Ministre a rencontré aussi, sur place, les anciens qu'elle a encadrés lors de leur formation hospitalière.

Madame la Ministre compte y revenir, « avec un programme plus étoffé, dans les meilleurs des délais », a-t-elle promis. A noter qu'au cours du Conseil des Ministres tenu à Mwali, Dr. RASHID Fatma a annoncé au Gouvernement de la célébration de la journée mondiale de la femme, le 8 Mars à Ngazidja.

Ibnou M. Abdou

Moroni n'a jamais été aussi proche de Paris

MORONI - PARIS - MORONI  
à partir de  
**407 000** KMF  
JUSQU'AU 31 MARS 2018

GSA Austral Air Moroni  
Route Alliance Française - Tél : +269 773 8740/41/42  
E-mail : moroni@air-austral.com

\*Prix TTC - à partir de. Offre soumise à conditions. Sous réserve de disponibilité. Susceptible d'augmentation sans préavis

AIR AUSTRAL  
Vous serez toujours au cœur de notre compagnie

AA-MoroniParisMoroni\_120x160-VECTO.indd 1 13/02/2018 14:31

## COOPÉRATION NATIONS-UNIES / COMORES

# Une mini-retraite pour valider l'UNDAF 2017 et les perspectives en 2018

*Le gouvernement comorien et le Programme des Nations Unies pour le Développement ont organisé une mini retraite pour la validation du rapport annuel de l'UNDAF 2017 et de développer le plan de travail annuel de 2018 (PTA).*

**E**n décembre 2014, le Gouvernement de l'Union des Comores et le Système des Nations Unies ont procédé à la signature du nouveau cadre de coopération entre l'Union des Comores et les Nations Unies, le PNUAD/UNDAF 2015-2019. La formulation du PNUAD 2015-2019 a été réalisée en synchronie avec l'élaboration de la stratégie nationale la SCA2D 2015-2019 à laquelle le SNU Comores a été fortement associée ; ce

qui a favorisé une meilleure articulation de la réponse du SNU aux priorités nationales à travers ce cadre de coopération.

Au cours de cette rencontre, les deux parties ont procédé à une rétrospective des actions de l'équipe pays du Système des Nations Unies pour l'année écoulée, et déterminer celles à réaliser pour 2018, suivant les axes convenus, à travers le plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

« Cette initiative nous engage tous, en vue de mieux rentabiliser les efforts des uns et des autres dans le cadre du partenariat qui unit notre pays avec l'ONU. Soyons pragmatiques et réalistes ! Il ne s'agit pas ici d'imiter tel pays ou copier tel projet réalisé dans telle région. Que pensons-nous à la sco-

larisation de cette jeunesse? Quelles opportunités pouvons-nous créer pour une jeunesse désœuvrée ? Que disons-nous de la gestion des déchets qui constituent un problème de développement durable et qui ont un impact négatif sur notre vie quotidienne ? Bref, l'eau, la sécurité alimentaire, la croissance, l'emploi, la santé, la protection sociale, la gouvernance sont autant de facteurs qui nous intéressent dans cet exercice », avance Soeuf Mohamed El Amine, le ministre des affaires étrangères.

L'objectif principal de cette mini-retraite est de finaliser et valider le rapport annuel de l'UNDAF de l'année 2017, faire le bilan de l'année 2017 (tirer les leçons, points à améliorer, perspectives, etc) et développer le plan de travail annuel 2018 afin de les transmettre à la

partie nationale et discuter sur les projets conjoints. En 2017, l'UNDAF a connu une redynamisation de ses structures. Ils ont développé trois projets conjoints sur les thématiques de la nutrition, de genre et des jeunes en vue d'aider le pays à mieux appréhender ces problématiques.

« A part ces initiatives, il était également de notre devoir de renforcer notre appui et notre accompagnement au gouvernement dans l'atteinte de ses objectifs de développement afin de faire les Comores un pays émergent d'ici 2030, montre Mathias Naab, le coordinateur résident du SNU aux Comores. Les priorités des nouvelles autorités ont donc été prises en compte tout comme les agendas 2030 des Nations Unies et 2063 de l'Union Africaine ».

**Mohamed Youssouf**

## PROJET RCIP4

## Les Comores éligible à un financement additionnel

*Les Comores sont éligibles pour un financement additionnel sur le projet Rcip4. Ce projet de la Banque Mondiale qui a consenti des investissements dans le secteur de Tics. C'est ce qu'à assuré, Dr Tim Kelly le responsable du projet Rcip4 de passage à Moroni.*

**L**e responsable du projet Rcip4 Dr. Tim de passage à Moroni a assuré dans un entretien à La Gazette que les Comores sont éligibles sur un autre financement additionnel. M. Kelly indique que des discussions sont menées pour une extension des projets de ce programme de la BM qui est aux avant-postes de plusieurs réformes dans le pays.

« Les Comores ont demandé 7 millions de dollars pour un financement additionnel destiné à agrandir les projets déjà existants et continuer d'autres projets », a-t-il fait savoir. Ce spécialiste principal en politique des Tic revient sur le succès enregistré à travers ce projet qui a débuté en 2013. Notamment les ré-

formes menées pour nettoyer l'environnement du secteur de la Télécommunication. Une étape d'après-lui nécessaire pour l'ouverture du marché de Télécom longtemps monopolisé par Comores Télécom. Pour y parvenir, la BM va investir trois composants dont le premier sera doté d'un fond de 3,3 millions de dollars américains.

« La grande réussite de cette composante est l'introduction de la concurrence à partir de 2010 dans le secteur du Télécom aux Comores. On a procédé à un processus de sélection avec cinq sociétés qui se sont positionnées pour la deuxième licence. Et finalement c'est Telma qui a remporté l'appel d'offres avec 16 millions de dollars pour l'achat de la licence et 60 millions de dollars d'investissement », s'est-il réjoui.

« Aussi dans la première composante, la BM a soutenu le gouvernement comorien pour l'adoption de la loi sur la Télécommunication. On a organisé des ateliers avec l'Anrtic. On a également appuyé les Comores pour la création d'une nouvelle société chargée de la gestion de



Dr Tim Kelly le responsable du projet Rcip4 de passage à Moroni

la fibre optique, Comores câbles », a-t-il ajouté.

Deuxième grand investissement serait dans le cadre de la connectivité avec le projet du câble Fly Lion3 subventionné à hauteur de 12 millions de dollars pour relier Moroni, Mayotte et Madagascar. Autre satisfaction pour le patron du projet Rcip4 est l'arrivée prochaine d'un quatrième fournisseur d'accès à l'Internet. D'après-lui la société MCITV s'est déjà positionnée et compte débiter ses

activités au cours du mois prochain.

« Je pense qu'avec l'ouverture du marché, il y aura plusieurs entreprises qui sont prêtes à investir et surtout elles sont prêtes à prendre des risques. Au tout début du projet le taux de pénétration pour la téléphonie mobile était seulement de 32%, ce qui équivaut à 32,50 pour 100 habitants. Maintenant c'est environ 65% », a-t-il fait savoir.

**Maoulida Mbaé**

## FERMETURE COLLOQUE SUR LE PATRIMOINE

## " Faire du patrimoine un levier du développement, oui c'est possible "

*Le colloque international de trois jours sur le patrimoine qui a débuté le 27 février a pris fin hier jeudi. Le directeur du CNDRS a montré qu'un grand pas a été fait en ce qui concerne cette thématique à savoir l'éducation, le patrimoine et le développement.*

**L**e colloque international sur l'éducation, le patrimoine et le développement a pris fin hier jeudi. Il avait réuni des spécialistes nationaux et internationaux venus du Brésil, de France, de Madagascar et de La Réunion, entre autres pour réfléchir comment faire du patrimoine une source pour l'éducation et un levier du développement du pays. Après trois jours d'échange et de réflexion, le directeur du CNDRS pense que c'est un défi à relever pour contribuer à la lutte contre la pauvreté et soutenir le développement socio-économique. « Pendant ces trois jours, on peut dire que le colloque s'est déroulé dans de meilleures conditions sur le plan matériel et sur le plan scientifique. Un grand

pas en avant a été fait en ce qui concerne cette thématique à savoir l'éducation, le patrimoine et le développement », déclare Nourouline Abdallah.

Une trentaine de communications a été présentée par des experts nationaux et internationaux, entre mardi et mercredi. Mercredi, une dizaine de sujets a été présentée, notamment le rôle et la place de la femme dans la société traditionnelle comorienne et son rôle dans les défis du développement socio-économique et politique d'aujourd'hui. Parmi les sujets exposés, on peut citer le rôle du Payalashio (école coranique) dans la sauvegarde du patrimoine culturel religieux, sur les jeux et les jouets, sur les symboles de l'Etat aux Comores, ou encore sur l'introduction du Shikomori dans le système éducatif comme source potentielle de développement et sur le rôle des manuels scolaires dans l'éducation au patrimoine comme outil du développement. « Nous allons capitaliser le travail qui a été fait dans ces trois jours dans le cadre des actes du colloque. Et on va



Colloque sur le patrimoine participants au palais du peuple

poursuivre la réflexion pour aller un peu plus loin », poursuit-il.

Le directeur du CNDRS reste convaincu que les témoignages des uns et des autres pourront servir pour montrer que c'est possible de pouvoir utiliser le patrimoine comme ressource pour l'éducation et un levier du développement du pays. « Faire du patrimoine un levier du développement, oui c'est possible. Mais une possibilité ne veut pas dire que c'est tout à fait réali-

sable. Cela veut dire qu'il y a des conditions et des initiatives à mettre en place », avance-t-il. Ce dernier a montré que le travail ne s'arrête pas là. Sur le plan scientifique, il appelle à continuer à clarifier les choses et sur le plan politique, engager un travail auprès des autorités de l'Etat pour accompagner le CNDRS dans cette noble tâche.

**Mohamed Youssouf**

## RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE ET COMMUNAUTAIRE

## L'Afd offre du matériel médical au profit de 16 structures de santé

*Une cérémonie de remise de matériel médical s'est déroulée hier jeudi, au ministère de la santé. Dans le cadre du projet de renforcement du système de santé, mis en œuvre par le Croissant rouge comorien et la Croix rouge française, le ministère de la santé a délégué au travail un prestataire de services.*

**D**'après Said Hassane, vice-président du Croissant rouge comorien, ce programme est financé par l'agence française de développement (Afd), au travers du programme d'appui au secteur de la santé aux Comores et par l'Union Euro-

péenne pour un montant total de 2 millions sur une période de trois ans.

Plus de 16 structures de santé réparties dans les trois îles de l'Union des Comores qui décline sur trois axes, à savoir le renforcement de l'offre de soins, le renforcement du système de santé à base communautaire et appui technique en matière de formation initiale en santé publique en partenariat avec l'école médecine et de santé publique.

Selon le directeur de l'AFD aux Comores, Daniel LUBETH « cette action rentre dans le cadre du 3eme programme d'appui au secteur de la santé financé par l'AFD à hauteur de 7 mil-

lions d'euro. Le matériel médical remis représente une valeur totale de 16 millions de nos francs et est cofinancé à hauteur de 49,3 millions par l'Afd et 50,7 millions par l'UE ».

Depuis 2007, l'agence accompagne le renforcement du système de santé de l'union des Comores à travers le programme Pasco. Sabouanta Ahmada, coordinatrice nationale du projet santé se réjouit de la réalisation du projet. Pour elle, la majorité de la mise en œuvre du projet, « nous pouvons constater les résultats positifs dans les structures et au niveau communautaire. Afin d'améliorer pleinement leurs objectifs, « nous n'allons pas relâcher nos

efforts et notre soutien quotidien auprès du ministère, des structures et des bénéficiaires dans cette deuxième partie du projet. D'après elle, la distribution du matériel médical dans les 16 structures sanitaires leur permettra d'assurer l'efficacité des activités qui leur sont dévolues.

**Ibnou M. Abdou**

**La Gazette des Comores**  
Le devoir d'informer,  
la liberté d'écrire

## FOOTBALL : TOURNOI DJABAL, FINALE

# En infériorité numérique, Volcan craque à la 85ème minute

*La finale du mercredi 28 février dernier avait opposé Volcan à Ngazi à Moroni. Après un score nul (2-2), les deux adversaires se séparent à la fatale séance de tirs au but (5-4) au profit des Anjouanais. Le duel aurait tenu sa promesse si une bagarre générale n'avait pas éclaté, poussant le coach de Ngazi à obliger ses joueurs à quitter le terrain. Le match reprend après de sérieuses tractations de 13 minutes, menées par Ahmed Hydrocarbure. Ngazi est réduit à 10 et Volcan à 9.*

La finale (Volcan club de Moroni # Ngazi Sport de Mironzi) tenue à Moroni, dans le cadre du tournoi de Djabal club d'Iconi, tant attendue pour son enjeu psychologique, a déçu. Cinq minutes avant la fin de la 1ère période, score (1-1), un regrettable accrochage physique entre les joueurs provoqua l'envahissement du terrain. Hors de lui, Djaffar Salim, l'entraîneur principal des visiteurs, pousse les siens à rejoindre les vestiaires. Volcan et les arbitres n'ont pas quitté le terrain.



Ngazi Vainqueur du tournoi Djabal

Le conseiller technique, auprès de la présidence de l'Union, Ahmed Abdallah Salim intervient courtoisement. Après 13 minutes de négociation, Ngazi revient sur le terrain. Trois cartons rouges ont réduit l'effectif des équipes (Ngazi à 10 et Volcan, 9). Le staff technique de Volcan crie à raison au scandale. Il réclame un carton jaune collectif pour Ngazi, qui s'est permis

de quitter volontairement le terrain sans aucune autorisation. « En principe, un joueur qui quitte le terrain reçoit un carton jaune. Et pourquoi les joueurs de Ngazi sont épargnés ? C'est un signe de l'incompétence des arbitres provocateurs », murmure un officier de l'And, sympathisant de Volcan.

L'arbitre fait la sourde oreille. Un 2e incident allait perturber la partie.

Mais en fair-play, Volcan cède au diktat de l'arbitre central. Le match se termine (2-2). L'égalisation de Ngazi survient vers la fin et à un moment critique du match. C'était un coup de massue pour les Moroniens. Mentalement et physiquement, il y a eu un relâchement. L'arbitre ordonne la séance de tirs au but. Volcan craque (5-4) en faveur de Ngazi. Certains se demandent si cette double défaite (Super Coupe et Tournoi Djabal) ne risque pas de peser sur la suite de l'année ?

« Logiquement non. Loin de là. Volcan reste toujours lucide. Les deux duels, livrés contre Ngazi, sont amicaux. Dans l'Archipel, les équipes préparent la nouvelle saison. Les sept ou dix matches amicaux, joués ces derniers temps par Volcan, ont permis aux jeunes d'acquérir d'expériences, au collectif de retenir d'enseignements technico-tactique profitables et au staff technique de figurer l'effectif », explique un sympathisant des Moroniens. Volcan et Ngazi ! Votre esprit de sportivité a sauvé le tournoi de Djabal. Grand merci.

**Bm Gondet**

## ELEVAGE DE POULES

# Appui de la Kafaci aux poulaillers familiaux

*La Direction des stratégies agricoles a bénéficié depuis plus d'un an d'un petit projet pays émanant de l'institution internationale coréenne de coopération intergouvernementale et multilatéral appelé Kafaci (Korea-Africa Food and Agriculture Cooperation Initiative).*

Cet organe majeur en Afrique, vise une meilleure production alimentaire, une agriculture durable et une amélioration des services de vulgarisation des pays africains par la connaissance et le partage d'information sur les technologies agricoles. Chez nous, il concerne l'appui à une dizaine de familles démunies par la réception de poussins de 20 semaines. Il a pour objectif de contribuer à améliorer les conditions de vie des populations rurales en assurant la sécurité alimentaire.

Hier des techniciens du projet ont visité un certain nombre de ménages qui ont obtenu cet appui. Ils ont pu se rendre compte que la situation évolue dans le bon sens dans la me-

sure où ces derniers ont commencé à bénéficier de la ponte des œufs. A Mdé, Said Mze Youssouf qui a reçu quatre vingt poudeuses n'a pas manqué de montrer sa satisfaction quant aux résultats.

A Nvuni, Bakar Bachirou s'est dit satisfait du résultat même s'il estime qu'il rencontre de problèmes dans l'alimentation des poules. Selon Halfane Abdou Said, le responsable de ce volet

Elevage du Kafaci, le projet est prévu pour prendre fin dans deux ans. Et il est attendu l'arrivée prochaine d'une nouvelle catégorie de poules beaucoup plus résistantes aux conditions locales. Cela pourra résoudre une partie des problèmes soulevés par le bénéficiaire de Nvuni. La tournée s'est poursuivie à Bahani et ses environs.

Rappelons que l'Initiative de coopération alimentaire et agricole entre la

Corée et l'Afrique est un organe de coopération intergouvernementale et multilatérale visant à améliorer la production alimentaire, à assurer une agriculture durable et à améliorer les services de vulgarisation des pays africains. La KAFACI a été officiellement inaugurée à Séoul en Corée en juillet 2010. Les Comores ont rejoint l'initiative en 2013.

Depuis sa 1ère assemblée générale à Addis-Abeba en Ethiopie en mars 2011, la Kafaci a mené différents projets de coopération avec des partenaires africains. En plus de la formation et des ateliers cet organisme a géré des projets sur les questions agricoles prioritaires dans la région africaine.

La mission de Kafaci est de promouvoir la croissance verte de l'agriculture durable dans la région africaine pour réduire la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et contribuer à un développement économique cohérent grâce à la coopération technologique dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.



Bakar Bachirou en face projet elevage de poules

**Mmagaza**